



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité-Dignité-Travail

Nr : Dep/Cab/1510/2016

Déclaration de soutien à la position des trois Députés de la Nana-Gribizi sur la vulnérabilité de la population Centrafricaine

La population Centrafricaine n'est pas en mesure d'argumenter face à la machine des Nations Unies pour faire prendre conscience de la dimension de sa vulnérabilité humaine. Les fonctionnaires de la Communauté Internationale, que ce soient des Africains, des Européens, des Asiatiques ou des Américains, opèrent en Centrafrique dans une logique d'expérimentation, laissant de côté les réalités culturelles des hommes dont les armes constituent un fonds de commerce.

C'est pour cela que j'exprime par cette déclaration mon soutien total à la position de mes sept collègues députés de la Nana-Gribizi rendue publique ce matin.

Député de la Nation, indépendant, membre de la majorité présidentielle à l'Assemblée Nationale, je présente mes condoléances à toute la population Centrafricaine pour les drames de ces derniers jours.

J'affirme que toutes négociations engagées à ce jour n'ont apporté aucun résultat car ceux qui vivent de la violence et des armes ne comprennent que le langage de la force et qu'il faille changer de stratégie face à la barbarie et le banditisme.

Considérant la Résolution 2301 (2016) S/RES/2301 (2016) adoptée par le Conseil de Sécurité à sa 7747ème séance du 26 juillet 2016, particulièrement les sections sur le processus politique (Nr 8, 9 et 11) et la décision Nr 34 de ladite résolution sur l'objectif stratégique de la MINUSCA qui est d'aider à créer des conditions qui permettent de réduire durablement la présence de groupes armés.

La note d'information et la Conférence de presse du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Centrafrique, Parfait Onanga-Anyanga en date du 24 août 2016 est explicite à ce sujet ; il appartient au gouvernement d'instruire toutes actions pour application par la MINUSCA sur la base de la résolution susmentionnée.

Nous, élus de la Nation, ne pouvons restés muets devant le rebondissement des actes d'insécurité sur toute l'étendue du territoire.

La seule manière de désarmer l'ennemie, c'est d'être plus fort qu'elle. Toute négociation avec un plus fort que soit est vouée à l'échec.



Sachant que le désarmement à base de volontariat ne peut aboutir en raison de la composition hétéroclite des bandes armées (des étrangers vivant de mercenariat) , je déclare que la stratégie du DDRR nécessite un préalable qui consiste au recrutement de plus 10.000 soldats à former dans l'immédiat.

Je déclare que même sous embargo, la République doit demander à ses partenaires d'être sans pitié contre des actes de barbarie. Pour cela, j'appelle le gouvernement de son Excellence Faustin Archange TOUADERA de faire appliquer à la lettre la convention militaire avec nos partenaires militaires (France, Afrique du Sud, etc..), qui précisent que le gouvernement de la République centrafricaine peut faire appel, en cas d'agression. Les images de la barbarie de ces derniers jours prouvent à suffisance la justification d'une action militaire d'envergure en République Centrafricaine.

Les auteurs de ces crimes sont des bandits, des mercenaires étrangers et des criminels qu'il faut arrêter et punir au nom et pour l'honneur du peuple Centrafricain. Aucun Centrafricain ne peut mutiler son frère.

Le Président de la République et le Ministre de la Défense doivent instamment instruire la MUNUSCA à encercler, ratisser ces zones pour arrêter les auteurs de crime contre l'humanité.

Vive la République Centrafricaine, pour que vive le peuple Centrafricain

Fait le 15/10/2016,

Honorable Jean-Pierre MARA